

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## CÉÉAC/CCEG: Ossouka Raponda porte la voix du chef de l'Etat à Kinshasa



Photo: DR

**La Première ministre, Rose Christiane Ossouka, a représenté le chef de l'Etat à la XXe session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC à Kinshasa.**

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

La Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, a pris part hier à Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC), à la 21e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement (CCEG) de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Elle y représentait le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dont elle a d'ailleurs traduit le "regret" de ne pouvoir participer aux côtés de ses pairs de la sous-région, à ces assises en raison d'un agenda arrêté de longue date sur la scène internationale.

À cette occasion, la cheffe du gouvernement a lu le discours du chef de l'Etat. Dans son adresse, le numéro un gabonais a d'abord situé le contexte dans lequel se tiennent les assises de Kinshasa. Lequel contexte est marqué par de nombreuses crises et foyers de tensions multiformes, conséquences, entre autres, du dérèglement climatique, de la pandémie de Covid-19 et de la crise entre la Russie et l'Ukraine. De manière générale, le discours du président Ali Bongo Ondimba a tourné autour de cinq axes: la sécurité, l'économie et la

finance, l'énergie, les ressources forestières et halieutiques, et le secteur agricole.

On notera par exemple que sur le plan sécuritaire et institutionnel, le chef de l'Etat s'est réjoui de l'amélioration des capacités de la CEEAC à mettre en œuvre les instruments de gestion de sa propre sécurité pour assurer son devenir et celui de ses populations.

S'agissant de la question de l'énergie, primordiale pour le développement industriel de la sous-région, Ali Bongo Ondimba a donné la position de notre

pays. "C'est pourquoi, a-t-il dit, le Gabon est favorable à la mise en place préalable d'un cadre juridique et institutionnel en vue de l'optimisation et de la création d'un marché de l'électricité, gage de développement et de progrès pour notre Communauté."

Par ailleurs, le chef de l'Etat prône une "union forte et une solidarité affirmée" face à certains défis qui pourraient mettre à mal la stabilité de nos États. Non sans appeler à "la mutualisation de nos ressources" pour la mise en œuvre des projets communautaires.

## PDG: "2023 se prépare maintenant!"

J.K.M  
Libreville/Gabon

EN bouclant samedi dernier par Ntoun, la première étape de sa série de rencontres avec les responsables de structures de base de sa formation politique, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, les a appelés à se mettre résolument au travail avec force, ténacité et abnégation, dans la cohésion, l'unité et en toute humilité afin de préparer au mieux le scrutin présidentiel à venir. D'autant que, a-t-il clamé, "2023 se prépare maintenant!"

Une véritable exhortation à une occupation rationnelle et minutieuse du terrain en tirant, sans complaisance, les enseignements des "turpitudes" vécues par le PDG en 2016. Aussi bien à Bikélé que dans le chef-lieu du département du Komo-Mondah, Steeve Nzegho Dieko s'est voulu clair et ferme en mettant l'ensemble de ses camarades face à leurs responsabilités. Tant il y va, a-t-il martelé, de la nécessité d'octroyer "au champion naturel du PDG un 3e mandat afin qu'il parachève des chantiers importants qu'il a amorcés". Pour ce faire, a-t-il insisté, il convient d'en finir avec les "facteurs déstabilisants" (guéguerres de leadership, questions d'ego, etc.) qui ont été préjudiciables au PDG en 2016. En tout état de cause, a-t-il indiqué, tous ceux qui s'éloigneront de la ligne dictée par le parti en faisant montre de du-



Photo: DR

**Le secrétaire général du PDG, Steeve Nzegho Dieko, appelant ses troupes au travail, à Ntoun.**

plicité ou de félonie seront "virés". Un message vivement salué par les secrétaires fédéraux, de sections et de comités. D'autant qu'ils sont bien souvent, à leur corps défendant, des victimes collatérales de ces "comportements déviants".

Dans tous les cas, à la suite du secrétaire national en charge de l'Animation politique dans l'Estuaire, Saint Paul Nzoghe de Nzoghe, les secrétaires d'arrondissement de Bikélé, Isaac Bounougouendé, de Ntoun, Randy Noël Ekwaghe Obame, ont salué, à l'aune des résultats des élections couplées d'octobre 2018, "la bonne santé du PDG dans leurs circonscriptions politiques".

Pour autant, ont-ils relevé, l'heure n'est pas à un quelconque triomphalisme, eu égard à un certain nombre de difficultés entravant l'action quotidienne du PDG dans leurs localités.

Cette série de rencontres dénommée "le rendez-vous du militant" s'est achevée sur une note de satisfaction générale.

## Miroir du gouvernement

### Pris au piège ?

LE 20 juillet dernier, au cours du point-presse qu'il a animé, le pasteur Basile Nguema, secrétaire général de l'Église évangélique du Gabon (EEG) s'est réjoui de ce que "le gouvernement ait volé à leur secours" en leur octroyant "une somme substantielle de 63 millions de francs CFA, pour couvrir tous les frais du synode" (Lire notre édition d'hier). Lequel, dit de fin de mandat et de renouvellement, devrait déboucher sur l'élection du nouveau président de l'EEG pour une durée de 4 ans. Au regard de ce qui précède, l'on est en droit de se demander si le gouvernement ne se serait pas affranchi du sacro-saint "principe de la séparation de l'Église et l'État", en venant en aide à l'EEG. Car, au nom de celui-ci, il se doit, à en croire certains spécialistes, de n'octroyer aucun soutien financier à un culte ou à toute autre organisation à caractère religieux. Étant entendu que les pouvoirs publics garantissent la libre pratique de la religion, sous réserve du respect de l'ordre public.

En réalité, selon de nombreuses sources proches de l'EEG, cette imixtion du gouvernement ne serait que la conséquence des faiblesses

et turpitudes des leaders de l'EEG. Lesquels, depuis de nombreuses années, faute de pouvoir taire leurs querelles intestines et de s'entendre sur l'essentiel, se seraient sentis obligés de solliciter l'appui et le soutien du gouvernement, pour la résolution de leurs différends. Ce qui traduit les lignes de tension et de fracture au sein de l'EEG. D'autant qu'à chaque synode électif, le gouvernement est plus ou moins contraint d'imposer et apposer son imperium pour le bon déroulement des événements. C'est à croire qu'il se serait laissé piéger par les différents acteurs. Lesquels, tout compte fait, n'ont pour préoccupation majeure que leurs intérêts au détriment de ceux de leur église.

Car, comment comprendre que cette année encore, les différents protagonistes n'arrivent toujours pas à se soumettre à la pratique qui voudrait que la présidence à l'EEG soit rotative ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU